

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS - COVED

AV DES EOLIENNES LE RAZAS
26 780 Malataverne

Références : 20260205-RAP-DAEN0184
Code AIOT : 0000000039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2026 dans l'établissement exploité par la société COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS – COVED implanté AV DES EOLIENNES LE RAZAS 26 780 Malataverne. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société COLLECTES VALORISATION ÉNERGIE DÉCHETS - COVED
- AV DES EOLIENNES LE RAZAS 26 780 Malataverne
- Code AIOT : 0000000039
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le centre de traitement-valorisation de déchets non dangereux de Malataverne a été autorisé par arrêté préfectoral du 10 décembre 2021. Sa vocation est le traitement et la valorisation de déchets non dangereux avec une capacité maximale annuelle de :

- 75 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles (OMr);
- 35 000 tonnes de déchets d'activités économiques et d'encombrants (DAE/ENC) .

Ce centre a accueilli les premiers déchets du SYPP à partir de septembre 2023. Ce n'est qu'à la mi-décembre 2023 que les ordures ménagères résiduelles et les encombrants collectés sur le territoire couvert par le SYPP ont été réceptionnés.

Le personnel du centre se compose de 24 personnes équivalent temps plein (ETP) réparties dans trois pôles : Administratif, production, et maintenance-nettoyage.

Parmi les matières valorisées dans le cadre du traitement des déchets dans le centre, il y a les CSR (combustibles solides de récupération) : Ceux résultant des OMr ont un PCI (pouvoir calorifique inférieur) relativement faible, leur commercialisation semble difficile, ils sont actuellement éliminés en UVE (unités de valorisation énergétique). Par contre, ceux résultant des encombrants ont un PCI plus important, leur commercialisation en cimenteries est possible, mais l'offre est actuellement supérieure à la demande.

Les refus de tri représentent de l'ordre de 50 à 55 % des déchets entrants. Ils transitent dans un bâtiment de bio-séchage pour évaporation de l'eau qu'ils contiennent (de l'ordre de 20 %) avant d'être transportés au centre de stockage de déchets non dangereux (ISDND) exploité par la société COVED aux Granges Gontardes.

L'exploitant signale qu'en 2025, l'écoulement des CSR produits reste encore très difficile, l'offre dépassant la demande.

Durant l'année 2025, 56 440 tonnes d'ordures ménagères résiduelles (OMr) ont été traitées, ainsi que 11 900 tonnes d'encombrants de déchèteries. Seulement 760 tonnes de déchets d'activités économiques ont été traitées.

Le site dispose donc d'un potentiel de développement important, mais la conjoncture économique n'est pas très porteuse, et surtout, la commercialisation des CSR produits reste difficile.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site est entretenu de façon satisfaisante, il n'a pas, jusqu'à présent, été à l'origine d'odeurs significatives, puisqu'une seule observation sur ce sujet a été remontée à notre service en 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.2	/	Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.3 et 8.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.4 et 8.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.1.2.1	/	Demande d'action corrective	3 mois
9	Intrusion - Incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.1.4	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PPI nucléaire	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Ammoniac	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.4.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.1.11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une surveillance fiable des émissions atmosphériques de ce centre de gestion de déchets s'avère indispensable, il est donc important de lever toutes incertitudes sur les résultats des mesures effectuées périodiquement.

Les incendies survenus ces dernières années dans les centres tels que celui exploité par la société COVED à Malataverne sont nombreux, à tel point que la réglementation nationale qui lui est applicable est devenue plus contraignante. Les contrôles de l'inspection effectués jusqu'à présent tendent à montrer que la société COVED est très sensibilisée aux risques d'occurrence d'un incendie dans son site, et qu'elle a adopté des mesures de prévention et de lutte à la hauteur de ces risques, ce qui est positif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PPI nucléaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclenchement PPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 16/02/2024• suite qui avait été actée : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour une procédure à appliquer dans son établissement en cas de déclenchement du plan particulier d'intervention de l'un des sites nucléaires sus-mentionnés. Elle porte notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- évacuation ou mise à l'abri des personnes présentes dans un bâtiment adapté de l'établissement (*) ;- mise en place et test périodique d'un plan d'évacuation des personnes présentes ;- gestion d'un stock de comprimés d'iode pour l'ensemble des personnes susceptibles d'être présentes ;- mise en sécurité de toutes les installations de l'établissement. <p>Cette procédure est testée régulièrement, les comptes rendus des tests sont tenus à la disposition de la préfecture de la Drôme et de l'inspection des installations classées.</p> <p>(*) : Bâtiment en dur, d'une surface adaptée (au moins un mètre carré par personne), signalé et équipé :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un dispositif d'arrêt des ventilations ;- d'un point d'eau à disposition ;- d'une radio équipée de piles, en état de fonctionnement ;- d'un téléphone sans fil.
Constats : <p>L'exploitant présente à l'inspection la consigne intitulée "plan d'urgence interne : Risque nucléaire", créée le 23 octobre 2023, mise à jour le 27 mai 2024, et validée par Benjamin COLLYN, Directeur d'Agence, société COVED.</p> <p>L'examen de ce document n'appelle pas d'observation particulière, le test et la mise à jour de ce plan d'urgence sont formalisés dans la procédure PR07 : Elle n'a pas été examinée lors de l'inspection.</p> <p>Il est précisé dans un compte rendu intitulé "test de situation d'urgence", présenté à l'inspection, que ce plan d'urgence a été testé le 18 décembre 2025 conformément à la procédure PR07.</p> <p>3 personnes ont été impliquées dans le test, notamment le Manager QSE et le Responsable d'exploitation du centre, l'objectif étant de s'assurer des connaissances suivantes : Alarme, emplacement du matériel et procédure.</p> <p>La lecture de compte rendu de ce test montre des points positifs, notamment : Communication satisfaisante par talkies-walkies, et entre-aide pour confiner le bâtiment. L'exploitant précise qu'il</p>

convient maintenant de faire un test « grandeur nature » (ensemble du personnel présent) avec arrêt de la ventilation du bâtiment, ce test est programmé pour avril 2026.

L'exploitant présente un document intitulé "IDENTIFICATION, PLANIFICATION ET SUIVI DES VÉRIFICATIONS et CONTRÔLES PÉRIODIQUES" (N°:DQSE 12), il est associé au plan d'urgence et liste 2 catégories d'équipements : "Pastilles d'iode - Urgence nucléaire" : La périodicité de contrôle est annuelle, la date du contrôle le plus récent est 11/12/2025, l'objet du contrôle est la date de péremption. "Poste radio à pile" : La périodicité de contrôle est annuelle, la date du contrôle le plus récent est 11/12/2025, l'objet du contrôle est de vérifier son bon fonctionnement.

Un registre des entrées/sorties se trouve à l'accueil du centre, l'exploitant doit veiller à ce qu'il soit rempli par toute personne arrivant dans le centre, de façon à connaître en permanence le nombre de personnes présentes, et à pouvoir les contacter (téléphone) si nécessaire.

Une affiche d'information a été réalisée pour informer tout arrivant que le site est couvert par les plans particuliers d'intervention (PPI) d'EDF-CNPE Tricastin et d'EDF-CNPE Cruas Meysse, et qu'en cas d'alerte, les instructions qui seront données seront à suivre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 74.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/02/2024
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Un dispositif portable de détection d'ammoniac (NH₃), calibré à 25 % et 50 % de la VLE, équipe chaque personne pénétrant dans le bâtiment. Une consigne de sécurité précise la conduite à tenir en cas de détection de niveau 1 (25 % VLE) et de niveau 2 (50 % VLE), en précisant notamment les modalités d'évacuation et d'aération du local.

La chaîne de détection est vérifiée et étalonnée à une fréquence annuelle au minimum.

En cas de panne du dispositif d'extraction et de traitement d'air ou de détection d'ammoniac de niveau 2, l'apport de nouveaux déchets dans le lit de séchage est interrompu sans délai.

Constats :

L'exploitant précise que le bâtiment de bioséchage est équipé de détecteurs fixes (2 pour l'H₂S, 2 pour le NH₃ et 2 pour le CH₄), en plus des détecteurs mobiles de NH₃ dont doivent être équipées les personnes travaillant dans ce bâtiment.

Ces détecteurs fixes sont en place et contrôlés par la société ADS. Son rapport de contrôle et maintenance le plus récent date du 5 décembre 2025 : Son examen donne les précisions suivantes : "Zéro et étalonnage des 6 capteurs fixes. Bonnes remontées d'informations à l'écran de la centrale, et bon déclenchement des alarmes aux seuils. Centrale conforme."

Les détails de l'intervention montrent que les seuils de déclenchement de l'alarme des détecteurs fixes NH₃ et CH₄ sont calibrés à 10 % de la VLE (niveau 1), puis 20 % de la VLE (niveau 2), les 2 détecteurs d'H₂S sont calibrés à 5 % de la VLE (niveau 1), puis 10 % de la VLE (niveau 2), donc les exigences réglementaires sont respectées.

Pour ce qui concerne les détecteurs mobiles de NH₃, l'exploitant précise que leur durée de vie est limitée à 2 ans seulement. Ils sont contrôlés en interne tous les 6 mois, avec une bouteille de gaz étalon. D'autres détecteurs de NH₃, dits « jetables » et beaucoup moins onéreux, remplaceront les précédents.

L'exploitant présente à l'inspection une « Notice de poste - Utilisation détecteur d'ammoniac (NH₃) portable » : Son examen n'appelle pas d'observation, mais précisons qu'elle indique « *La durée de vie restante s'affiche pour les détecteurs jetables (si un + s'affiche, il faut isoler l'appareil)* ». Par ailleurs, l'inspection a aperçu, au niveau de l'aire de dépotage de l'acide sulfurique, une consigne affichée, précisant les dispositions à prendre pour la réalisation en sécurité de cette opération.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 71.11

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/02/2024
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les réserves incendie : Elles se composent à minima :

- d'une bache souple d'eau conforme à la norme NFS 62.250, d'une capacité de 480 m³ équipée de 4 prises de raccordement et d'une aire d'aspiration aménagée. Cette réserve incendie est signalée, conformément à la norme NFS 61-221, par un panneau de 50 cm minimum de côté avec un bandeau rouge sur sa périphérie, indiquant son identification, la nature du point d'eau incendie naturel ou artificiel (PEINA), ainsi que sa capacité. Au moins un mois avant la mise en exploitation des installations de l'établissement, l'exploitant transmet à l'adresse courriel suivante, sig@sdis26.fr, un formulaire de réception du PEINA.

- d'une cuve aérienne (réserve sprinkler) d'une capacité de 990 m³.

Constats :

Le marquage de l'aire d'aspiration nécessaire à l'utilisation de la réserve incendie est désormais en place, sa capacité est de 480 m³, les prises de raccordement sont aperçues.

L'exploitant précise :

- que le formulaire de réception du PEINA a bien été transmis ;

- que le capitaine des sapeurs-pompiers (monsieur FIESS) est venu visiter le site le 27 novembre 2025 ;
- qu'un exercice est envisagé avec les sapeurs-pompiers au premier semestre 2026.

L'exploitant signale que le Groupe PAPREC auquel appartient la société COVED est très sensibilisé aux risques d'incendie, il impose pour le site un exercice à fréquence trimestrielle.

L'exercice incendie le plus récent a été réalisé le 18 décembre 2025, son compte rendu est présenté à l'inspection, il rassemble les informations essentielles suivantes :

- Taux de formation incendie du personnel : 72,4 % du personnel, et 94% du personnel en CDI.
- Scénario : Feu de stock de déchets en vrac
- Détection visuelle du départ de feu par le chef d'équipe, communication par talkies-walkies et déclenchement de l'alarme générale d'évacuation, arrêt des lignes de production, fermeture de la vanne à l'amont du bassin d'eau pluviale Nord....
- Pas de points négatifs (défaillances) relevés.

Lors de la visite du site, à l'intérieur du bâtiment de bio-séchage, le RIA n°28 est constaté détérioré (tôle tordue). L'exploitant souligne que cette détérioration ne l'empêche pas d'être utilisé, le tuyau peut être déroulé sans difficulté. Selon son étiquette, il a été contrôlé le 30 juillet 2025. L'exploitant signale qu'un test des RIA est réalisé chaque semaine, par zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement des milieux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 16/02/2024
- suite qui avait été actée : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement, par rapport à l'extérieur, des réseaux potentiellement pollués de l'établissement. Ce système est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance, localement et/ou à partir d'un poste de commande. Il est testé annuellement, son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne. La traçabilité des opérations de test et d'entretien est assurée.

Constats :

L'inspection constate que les 2 vannes d'obturation du réseau de collecte des eaux pluviales de ruissellement sur les aires étanchées sont désormais bien repérées, et le sens de fermeture des vannes est indiqué.

L'exploitant précise qu'elles sont testées au moins annuellement lors des exercices incendie (voir point de contrôle n°3), et qu'il y a deux clefs de fermeture de ces vannes, l'une est située dans le local de l'agent de bascule (c'est lui qui a pour mission de fermer les vannes en cas de nécessité),

l'autre clef en secours se trouve dans le bâtiment des bureaux.

Pour ce qui concerne le réseau des eaux usées, qui est relié à la station d'épuration de Malataverne, ce n'est pas une vanne mais un ballon obturateur gonflable qui est à mettre en place. Le kit (ballon obturateur et pompe manuelle) est aperçu lors de la visite du site, à proximité de la zone de stockage de l'acide sulfurique et de la lessive de soude. L'exploitant confirme que l'installation de ce dispositif est très facile et rapide, au niveau d'un avaloir. Selon l'endroit du site où le feu se développe, il n'est pas toujours utile de le placer.

Lors de la visite l'inspection, les 2 bassins d'infiltration des eaux pluviales du site sont visités : Ils sont entourés d'une clôture en bon état, et chacun est équipé d'une bouée de sauvetage. Mais une paroi du bassin Nord s'est partiellement effondrée en fin d'année 2025, l'exploitant précise que des contacts sont pris pour faire procéder dans les meilleurs délais aux travaux de réparation. Dans l'immédiat, cette situation ne pose à priori pas de problème de sécurité dans la mesure où des barrières d'interdiction d'accès dans la zone fragilisée ont été mises en place.

L'inspection décide de faire tester la vanne située à l'amont du bassin Sud des eaux pluviales. Dans le local de l'agent de bascule est affichée notamment une consigne incendie, précisant les modalités de fermeture des vannes situées sur le réseau des eaux pluviales. Elle n'est pas signée. L'agent de bascule prend sa clef et ferme la vanne avec succès, sans difficulté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La Direction doit signer l'ensemble des consignes incendie, notamment celle affichée dans le local de l'agent de bascule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement

Prescription contrôlée :

Les émissions atmosphériques générées dans le cadre de l'exploitation des installations de traitement des OMr sont collectées, traitées et rejetées à une hauteur minimale de 14 mètres par une cheminée. Le dispositif de traitement est constitué par deux laveurs humides en série, puis de deux biofiltres.

Les émissions atmosphériques générées dans le cadre de l'exploitation des installations de traitement des DAE/ENC sont collectées, traitées et rejetées à une hauteur minimale de 14 mètres par une cheminée. Le dispositif de traitement est constitué par deux dépoussiéreurs adaptés, de type filtre à cartouche, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente.

Les caractéristiques limites de ces rejets traités figurent dans le tableau ci-dessous :

<u>Paramètre</u>	<u>Rejets «OMr» et «DAE/ENC»</u>
Débit unitaire	118 700 m ³ /h

Diamètre intérieur de la cheminée	1,7 m
Vitesse minimale d'éjection	14,5 m/s

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection un rapport rédigé par la société IRH, portant sur le contrôle des rejets atmosphériques du site du second semestre 2025. Les prélèvements ont été effectués les 16 et 17 juillet 2025. Ce rapport conclut que la vitesse d'éjection des gaz traités ne respecte pas la limite réglementaire fixée à 14,5 m/s. Les mesures effectuées conduisent en effet aux résultats suivants :

Pour les déchets d'activité économique et les encombrants (DAE/ENC) : La vitesse d'éjection des gaz traités par le dépoussiéreur associé s'élève à : **12,5 m/s**.

Le débit mesuré s'élève à **87 800 Nm³/h**, alors que le débit unitaire est de 118 700 m³/h.

Pour les ordures ménagères résiduelles (OMr) : La vitesse d'éjection des gaz traités par des laveurs humides en série (acide sulfurique), puis de deux biofiltres (copeaux de bois) s'élève à 13,7 m/s pour le biofiltre 2 et 12,5 m/s pour le biofiltre 1. Puis les canalisations se rejoignent et forment une seule cheminée de rejet, pour laquelle la vitesse au point de mesure s'élève à 26 m/s. Le débit global mesuré s'élève à 93 267 Nm³/h, alors que le débit unitaire est de 118 700 m³/h.

Soulignons que le rapport fait état, pour les 2 cheminées situées à l'aval des 2 biofiltres, et la cheminée finale résultant de leur jonction, **de non-conformités** par rapport à la norme NFEN 15 259, et la norme NFX 44052.

L'exploitant a précisé que le dépoussiéreur associé au traitement des déchets «DAE/ENC» est équipé d'un filtre à cartouche avec décolmatage automatique, ce qui a été entendu lors de la visite du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant présentera à l'inspection les actions correctives qu'il envisage de mettre en place dans un délai qu'il devra justifier, pour gommer toutes les non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective et de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.3 et 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentration et flux

Prescription contrôlée :

Le rejet canalisé à l'atmosphère provenant des installations de traitement des OMr contient moins de :

	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux limite en g/h
Poussières	5	593
Sulfure d'hydrogène	1	118
Ammoniac	20	1186
Composés organiques volatils totaux	40	4748
Composés organiques volatils non méthaniques	20	2374

Le rejet canalisé à l'atmosphère provenant des installations de traitement des DAE/ENC contient moins de :

	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux limite en g/h
Poussières	5	593

Article 8.2.1 :

Après la mise en exploitation de l'établissement, la mesure des concentrations et des flux des différents polluants visés à l'article 3.2.3 (...) doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Pour les polluants la mesure est à faire, à **fréquence semestrielle**, dont l'une des mesures sera effectuée entre le 1er juillet et le 31 août.

Constats :

Dans le rapport rédigé par la société IRH, portant sur le contrôle des rejets atmosphériques du site effectué les 16 et 17 juillet 2025 (voir point de contrôle n°5), les résultats montrent le respect de toutes les concentrations et de tous les flux limites fixés, mais pour ce qui concerne les émissions atmosphériques rejetées en aval du traitement des OMr, compte tenu des non-conformités relevées (voir point de contrôle n°5), une incertitude subsiste sur la valeur des mesures réalisées.

Une nouvelle campagne de mesures est à faire très prochainement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la société IRH ou de tout autre organisme spécialisé dans le domaine, pour disposer d'éléments permettant de confirmer la bonne valeur des résultats obtenus, compte tenu des non-conformités relevées.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 3.2.4 et 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentration et flux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit d'odeur (*) rejeté doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur (*) imputable à l'établissement, telle qu'elle doit être évaluée au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'établissement, ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 44 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 0,5 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes ou remplacements tardifs éventuels des équipements de traitement des composés odorants, qui sont conçus et gérés pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>(*)</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur)</u> : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725. - <u>Débit d'odeur</u> : produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h). <p>L'air provenant de l'unité de traitement des OMr respecte les limites suivantes, en sortie de cheminée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concentration d'odeur : 1200 uoE/m³ - Débit d'odeur : 142 440 000 uoE/h <p>Article 8.2.1</p> <p>Après la mise en exploitation de l'établissement, la mesure (...) de la concentration d'odeur visée à l'article 3.2.4, doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. (...)</p> <p>Pour ce qui concerne les odeurs, la mesure de la concentration et du flux est assurée au point d'émission canalisé selon la norme NF EN 13 725. Une première mesure est effectuée entre le 1er juillet et le 31 août de la première année suivant la mise en exploitation du centre, qui devra être pleinement opérationnel à cette période.</p> <p>Puis l'exploitant pourra assurer semestriellement la surveillance des concentrations et flux d'ammoniac et de sulfure d'hydrogène en lieu et place de celle des odeurs.</p> <p>Mais tous les trois ans, la surveillance des odeurs sera assurée en appliquant la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs. Si cette surveillance montre le respect des exigences réglementaires deux fois consécutives, et en l'absence de plainte du voisinage, la fréquence de surveillance pourra être réexaminée dans le plan de gestion des odeurs de l'établissement, à réaliser dans le cadre du système de management environnemental à mettre en place.</p>

<p>L'hypothèse portant sur la composition des composés organiques volatils non méthaniques émis, figurant dans le dossier de demande d'autorisation présenté, sur laquelle s'appuie l'évaluation des risques sanitaires, devra être vérifiée dans le cadre d'une campagne de mesures effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, entre le 1er juillet et le 31 août de la seconde année suivant la mise en exploitation du centre, qui devra être pleinement opérationnel à cette période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le rapport rédigé par la société IRH, portant sur le contrôle des rejets atmosphériques du site effectué les 16 et 17 juillet 2025 (voir point de contrôle n°5), les résultats des mesures d'odeurs réalisées à l'aval des biofiltres sont : Concentration : 539 uoE/m³ Flux : 57 080 100 uoE/h</p> <p>Mais compte tenu des non-conformités relevées (voir point de contrôle n°5), une incertitude ne subsiste-t-elle pas sur la valeur des mesures réalisées ?</p> <p>Dans le rapport de la société IRH, il est précisé que l'analyse olfactométrique se fait à l'aide d'un olfactomètre à dilution dynamique selon la norme NF EN 13725.</p> <p>Lors de la visite du site, aucune odeur particulière n'a été perçue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la société IRH ou de tout autre organisme spécialisé dans le domaine, pour disposer d'éléments permettant de confirmer la bonne valeur des résultats obtenus, compte tenu des non-conformités relevées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Alimentation en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 4.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise l'absence de disconnecteur. Il s'engage à en mettre un en place sous trois mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Un disconnecteur est à installer, afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Intrusion – Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 71.4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des accès - Astreinte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est ceint d'une clôture efficace et entretenue, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Les portails d'accès à l'établissement sont fermés à clef en dehors des heures ouvrées.</p> <p>Tout bassin d'eau est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 1,70 mètres, et muni de portails fermés à clef. L'exploitant positionne à proximité immédiate les dispositifs et équipements suivants : Une bouée, une échelle par bassin, une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations. Une surveillance est assurée en permanence (vidéo-surveillance par exemple). L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'avoir la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Une astreinte est mise en place. Toute information des systèmes de détection en place dans l'établissement (intrusion – incendie – explosion – dysfonctionnements potentiellement dangereux...) est reportée, directement ou indirectement, à l'astreinte pour contrôle et, si nécessaire, action dans un délai court. En cas d'événement accidentel, l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée, doit être présent sur le site en moins de 40 minutes de façon à pouvoir gérer le sinistre, le cas échéant en liaison avec les services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du site, sa clôture périmétrique est aperçue par endroits, les parties examinées sont en bon état.</p> <p>L'exploitant précise qu'en dehors des heures ouvrées, le site est fermé à clef. Pendant les heures ouvrées, les personnes étrangères au site doivent passer par l'accueil, se faire connaître et remplir le registre des entrées/sorties. Elles seront accompagnées par l'exploitant si leur mission nécessite de se déplacer à l'intérieur du site.</p> <p>Le registre des entrées/sorties permet d'avoir la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>L'exploitant donne les précisions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le site est en exploitation de 6 h à 22 h du lundi au vendredi, et de 6 h à 14 h le samedi. Il n'est jamais en exploitation le dimanche et peut être en exploitation certains jours fériés. - Quand le site n'est pas en exploitation, le gardien du site COVED de Roussas vient faire plusieurs

rondes de surveillance, il dispose des clefs du site.

- En cas de détection (ou constat) d'incendie ou d'intrusion, le gardien doit suivre une procédure (non examinée lors de la visite) précisant notamment les numéros d'appel de personnes de la société COVED et, si nécessaire, des sapeurs-pompiers. Si nécessaire, le gardien doit faciliter l'arrivée et l'intervention des sapeurs-pompiers en ouvrant le portail.

- Une surveillance est assurée en permanence (caméras thermiques pour la détection d'incendie, de l'ordre d'une cinquantaine de caméras vidéo dans les bâtiments, et d'une quinzaine en extérieur, pour le constat d'intrusion ou d'incendie...), les images et alarmes associées à ces caméras sont centralisées sur le site de Roussas.

Une astreinte est actuellement en place, mais non officialisée. Elle repose sur Benjamin COLLYN, Directeur d'Agence et Patrick CHALAMET, Responsable d'exploitation du site. Leur domicile se situe à environ 15 minutes du site. Ceci étant, l'exploitant insiste sur le fait qu'en cas d'incendie, les sapeurs-pompiers pourraient intervenir avant son arrivée, grâce au gardien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'absence d'équipe d'astreinte en place constitue une non-conformité. L'astreinte officieuse actuellement assurée par 2 personnes seulement constitue une fragilité, dans la mesure où ces deux personnes peuvent être absentes en même temps.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois